

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani – Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 09/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EDF

Lieu dit pineto - 20290 Poretta

Références : R-2025-118
Code AIOT : 0020800046

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement EDF implanté Lieu dit pineto 20290 Lucciana. L'inspection a été annoncée le 03/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF
- Lieu dit pineto 20290 Lucciana
- Code AIOT : 0020800046
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société EDF-SEI est autorisée à exploiter le dépôt pétrolier de la Marana (DPM) à Lucciana. Elle emploie des sociétés sous-traitantes regroupées au sein d'un groupement d'intérêt économique, le GIE DPM qui compte 4 membres :

- La société SIP chargée de la conduite et de l'exploitation
- La société HESTIA chargée de la sécurisation et de la surveillance
- La société COMEC chargée de la maintenance préventive et curative
- La société ETMSCOP Lamanage chargée de la gestion des dépotages bateaux et des opérations maritimes.

Le site comporte deux réservoirs de stockage de fioul domestique d'une capacité unitaire de 7270 m³ et 1530 m³.

Le dépôt est desservi en hydrocarbures, par bateau, via une canalisation enterrée. Il alimente la centrale électrique de Lucciana B d'EDF-PEI et les turbines à combustion de la centrale électrique Lucciana A exploitées par EDF-SEI.

Le site a été autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 13 décembre 2005 et est actuellement régi par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'actualisation n°2B-2024-12-20-0003 du 20 décembre 2024.

Les thèmes d'inspection:

- Suites de l'inspection du 08/10/24. En particulier, le suivi du plan d'action relatif à la notice de réexamen de l'EDD et la surveillance par mesures comparatives des rejets aqueux des installations,
- Les opérations de dépotage de FOD à partir de navires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais ⁽¹⁾
2	Mesures comparatives des rejets aqueux des installations - Remarque 2024	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 8.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Consignes d'exploitation et de sécurité	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Transports- Chargements- Déchargements	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.4.7	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Mesures de Maîtrise des Risques	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Zones à risques des installations	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Installations électriques	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Aménagements zones de chargement- déchargement	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Enregistrement des évènements dépotage	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Tuyauteries hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Étude de dangers - Remarque 2024	AP Complémentaire du 20/12/2024, article 1.4.2 et 7.1.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de prendre en considération les observations formulées par l'inspection intéressant la prévention des risques liés aux opérations dépotage de FOD à partir de navires, et adresser sous un délai d'**un mois** les éléments d'informations ainsi que les justificatifs requis concernant les consignes d'exploitation et de sécurité, la procédure d'arrêt d'urgence, le registre évènements, le suivi des capteurs NTH, la MMR "Procédure de dépotage navire", les installations électriques en zones ATEX ainsi que le programme et plan d'inspection des tuyauteries hydrocarbures.

Par ailleurs, l'inspection devra être destinataire, sous **3 mois**, des mesures comparatives sur les eaux industrielles du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Étude de dangers - Remarque 2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, articles 1.4.2 et 71.6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi du plan d'action relatif à la notice de réexamen
Prescription contrôlée : Article 1.4.2 mise à jour des études d'impact et de dangers Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification substantielle telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet, qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Article 71.6 étude de dangers L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers. L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.
Constats : La notice de réexamen quinquennal de l'étude de dangers du dépôt de la Marana n°797665/10449408-RAP3-VO en date du 24 janvier 2021 identifie 5 actions à mettre en œuvre en vue de garantir les hypothèses retenues dans l'étude de dangers de référence (2013). Par courriel du 27 juin 2025, le directeur d'établissement confirme que l'ensemble des mesures prévues dans le plan d'action relatif à cette notice de réexamen a été pris en compte. En particulier: - Chaque MMR dispose d'une fiche de vie ainsi que d'une fiche de suivi (Action 1) ; - Les produits de décomposition issus d'un incendie ont été identifiés et hiérarchisés (Action 3) ; - Les équipements soumis à la PMII (AM 04/10/10) sont répertoriés dans le Plan de Maintenance et de Contrôle (PMC) du site (Action 5). L'inspection prend acte de la mise en œuvre de ces mesures, qui contribuent au maintien d'un niveau de sécurité satisfaisant des installations et à la validité des hypothèses formulées dans l'étude de dangers du 13 décembre 2013 en matière de prévention des accidents majeurs. Ces éléments pourront faire l'objet d'un examen approfondi lors de prochaines inspections. Il convient de rappeler que la mise en jour du POI doit être effectuée avant fin novembre 2025 et être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures comparatives des rejets aqueux des installations - Remarque 2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 8.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives du programme de surveillance EI et EP
Prescription contrôlée : Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse, ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme

<p>d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.</p> <p>Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées, en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Cependant, les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis nos constats du 08 octobre 2024, l'exploitant a fait procéder à deux campagnes de mesures comparatives sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, par l'organisme accrédité DEKRA industrial. Les résultats des campagnes des 09 décembre 2024 (rapport validé le 21 janvier 2025) et 18 mars 2025 (rapport validé le 29 avril 2025) sont conformes aux VLE reprises à l'article 4.3.8 de l'arrêté d'autorisation de 2024.</p> <p>La campagne de mesures comparatives n'a pas été menée sur les eaux industrielles.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de faire procéder aux mesures comparatives sur les eaux industrielles selon la fréquence minimale prévue à l'article 8.2.1.2 de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Consignes d'exploitation et de sécurité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de dépotage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant communique à l'inspection les documents d'exploitation et de sécurité relatifs aux opérations de dépotage de FOD à partir de navires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La note d'organisation interne EDF/GIE DPM "Exploitation et maintenance du dépôt pétrolier de la Marana et dépotage de navires pour Lucciana" PROC 01/2022 révision D et sa révision E (adressé post-visite) ; - Le mode opératoire EDF/ GIE DPM MO 4.4.6_2 "Réception navire" du 07 mars 2016 et l'annexe "document de réception" (présenté par l'exploitant SIP) ; - Le mode opératoire EDF/ GIE DPM MO 4.4.6_3 "Documents de réception" révision 9 du 03 mars 2016 ; - Le mode opératoire EDF/ GIE DPM MO 4.4.6_13 "Purge de bac" Révision 9 du 07 février 2022 ; - Le mode opératoire EDF/ GIE DPM MO 4.4.3_2B "Messages collationnés dépotage bateau et transfert produit" version 6 m à j 31/01/22 ; - Le mode opératoire EDF/GIE DPM MO 4.4.3_3 "Utilisations radios" Version 7 m à j 31/01/21 ; - La procédure ETM "dépotages situation dégradée COVID 19" Révision 2 m à j 16 mars 2020 ; - Le document de traçabilité GIE DPM DT "Suivi opérations réception PEI FOD" DT A 29 version 5 du 01 janvier 2012 ;

<ul style="list-style-type: none"> - Le document de traçabilité GIE DPM DT "Suivi opérations réception SEI FOD" DT A 8 version 4 du 01 janvier 2012 - Le tableau de suivi dépassement horaires escales EDF. <p>Ces documents appellent les remarques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La révision E du 24 juin 2025, de la "note d'organisation interne" complète la révision D en mentionnant le MO 4.4.6_2 au point 2.0 relatif aux opérations de dépotage des navires; - Le document MO 4.4.3_3 fait état des moyens de transmission pour communiquer à l'intérieur du site et avec les navires. Cette description des moyens ne semble pas correspondre aux équipements identifiés lors de la visite (7 radios portables "terrestre" ATEX, une radio portable "Marine" UHF et une radio "Terrestre" VHF); - Le document "dépotages situation dégradée COVID 19" concerne uniquement le mode opératoire de l'entreprise ETM (entreprise de lamanage) et ne reprend pas le mode opératoire de l'exploitant du dépôt DPM comme semble l'indiquer la "note d'organisation interne" qui en fait référence. - Le protocole de sécurité "IMP DPLC 007-check list" mentionné dans les MO 4.4.6_3 "Documents de réception" et 4.4.6_2 "Réception navire" n'est pas fourni; - Les documents d'exploitation et de sécurité n'abordent pas les points suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Interdiction d'effectuer le dépotage si une radio est indisponible, • Modalités de surveillances de l'opérateur durant le dépotage et notamment les rondes obligatoires, • Contrôles du creux et du lignage (double contrôle par SGS et par SIP via doc de réception), • La procédure d'arrêt d'urgence prévue en application des dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 12/10/11.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité doivent comporter explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à garantir la sécurité et permettre le respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Transports-Chargements- Déchargements

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Opérations de dépotage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.</p> <p>Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages. En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.</p> <p>Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout</p>

<p>moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p> <p>Chacun des 2 bacs de stockage de produits pétroliers approvisionné par le pipeline est muni d'une alarme sonore et lumineuse de niveau haut et d'une deuxième alarme indépendante de niveau très haut. Ces alarmes et dispositifs de sécurité doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement et testés fréquemment.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'étude de dangers de 2013, les deux bacs de stockage OGDK1BA et OGDK2BA sont équipés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un capteur numérique de type Radar, calibré pour un niveau haut (ou niveau d'exploitation) et un niveau très haut ; - d'un capteur numérique à lame vibrante, destiné à détecter le niveau très haut; <p>Ces dispositifs déclenchent une alarme sonore et lumineuse en salle de commande à chaque franchissement de seuil. Ils fonctionnent de manière indépendante.</p> <p>Les capteurs à lame vibrante de niveau très haut sont des barrières techniques dans la cotation de l'événement "dépassement des capacités lors des opérations de dépotage ou de transfert" dans l'étude de dangers.</p> <p>Ces équipements sont répertoriés comme MMR dans le Plan de Maintenance et de Contrôle du site. Ils font l'objet de tests trimestriels, réalisés par la société COMEC (membre du GIE DPM), conformément aux procédures MOP DPM02MOM02-T et MOM DPM02ENR07-T.</p> <p>Le dernier rapport de contrôle, daté du 19 juin 2025 et intitulé "Contrôle de cohérence trimestriel de la sonde de niveau très haut" a conclu à la nécessité de procéder au recalibrage ou au remplacement de la sonde du bac OGDK2BA.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les capteurs numériques à lame vibrante de niveau très haut sont des barrières techniques de sécurité mais n'ont pas été identifiés comme MMR dans l'étude de dangers de 2013. L'exploitant doit clarifier la situation et préciser si cet équipement doit être classé en tant que MMR et, le cas échéant, à présenter la fiche de vie correspondante (Cf. remarque suivante).</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre à l'inspection l'ensemble des documents de suivi relatifs au dernier rapport de contrôle de ces capteurs (fiche événement, plan d'action,...), en précisant les actions correctives et/ou mesures compensatoires mises en œuvre afin de garantir cette fonction de sécurité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Mesures de Maîtrise des Risques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.7.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, MMR généralité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit, sur la base de l'étude de dangers, et tient rigoureusement à jour, une liste des mesures de maîtrise des risques (MMR) au sens de l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et la prise en compte de la probabilité d'occurrence de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation. Les MMR doivent être d'efficacité et de fiabilité éprouvées.</p> <p>La liste des mesures de maîtrise des risques est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées</p>

Les MMR sont contrôlées périodiquement et font l'objet des opérations de maintenance et des tests permettant de s'assurer qu'elles sont conformes aux hypothèses retenues dans le cadre de l'étude de dangers, notamment en matière de niveau de confiance, d'efficacité et de cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser.
Ces opérations de maintenance et de vérifications sont enregistrées et archivées.

Constats :

L'exploitant confirme que la liste des MMR reprise à l'article 7.7.2 de l'arrêté d'autorisation n'est pas modifiée. L'inspection a examiné la MMR intitulée "Procédure de dépotage navire" référencée dans le même article et valorisée dans les scénarii "perte de confinement sous-cuvette" (SC 1-1) et "perte de confinement cuvette principale" (SC 2-1) de l'étude de dangers de 2013.

Cette MMR, à caractère mixte, n'est pas clairement identifiée dans les documents d'exploitation et de sécurité du site. Par ailleurs, la chaîne de barrières de sécurité, tant techniques qu'organisationnelles, n'est pas détaillée (Barrières techniques et organisationnelles de pré-dérive et de dérive).

Elle n'apparaît pas dans le PMC (Plan de Maintenance et de Contrôle) du site et les consignes associées sont également absentes. Aucun rapport relatif aux vérifications ni aux tests d'efficacité de cette MMR (ou des consignes correspondantes) n'a été présenté.

L'inspection a procédé à l'examen des barrières suivantes composant dans ladite MMR :

- La barrière technique : Systèmes de transmission,
- La barrière organisationnelle: Présence et opérations de l'exploitant SIP (lignage, supervision, rondes, communications,).

S'agissant des systèmes de transmission:

Ces équipements font l'objet d'un plan de contrôle repris dans le PMC. Des vérifications hebdomadaires sont réalisées par la société Hestia (membre du GIE DPM). Ce suivi n'appelle pas de remarque de l'inspection.

- S'agissant de l'exploitant SIP:

Dans le cadre des actions à composante humaine, les paramètres pesant sur la performance de la barrière de sécurité sont notamment le niveau des compétences du personnel ainsi que les conditions et modalités de travail.

Les opérations de dépotage navires sont assurées par les agents de la Société Insulaire Pétrolière (membre du GIE DPM). L'exploitant présente les documents suivants au titre du suivi des compétences:

- Questionnaire dépotage SIP du 15 juin 2025 (doc vierge)
- Manuel Hygiène Sécurité Environnement (HSE) V2 révision 2 du 02 avril 2025 de la société SIP"
- Compte rendu d'audit GIE DPM DPM PG révision 1 du 05 mars 2020 (vierge)
- Procédure d'Audit Interne Exploitation / Déchargement DPM GIE révision A du 05 mars 2020
- Tableau domaines de compétences par salarié selon titres d'habilitation du GIE DPM comptant 5 salariés.

Ces documents, vierges ou génériques, ne permettent pas de démontrer le contrôle ni le maintien des compétences (formations, exercices, entraînements, etc.) du personnel SIP, en particulier en matière de consignes d'exploitation, de sécurité des installations ou de premières interventions en cas d'incident ou d'accident.

De plus, les rondes de surveillance prévues dans le cadre des dépotages ne sont pas mentionnées dans les documents d'exploitation et de sécurité, alors qu'elles constituent une modalité opérationnelle contribuant directement à la sécurité des opérations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'efficacité globale de la MMR "Procédure de dépotage navire" repose sur la performance combinée de ses composantes techniques et humaines.

<p>A ce titre, l'exploitant est tenu de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identifier clairement les documents d'exploitation et de sécurité associés à cette MMR ; - Détailler clairement les barrières techniques et organisationnelles de sécurité qui la composent (Barrières techniques et organisationnelles de pré-dérive et de dérive), en précisant les interventions humaines permettant de s'opposer à l'enchaînement d'évènements susceptibles d'aboutir à un accident ; - Transmettre à l'inspection les rapports relatifs aux tests de bon fonctionnement de cette MMR et, le cas échéant, des consignes d'exploitation et de sécurité associées, afin de garantir la pérennité de la sécurité des installations et le respect des hypothèses retenues dans l'étude de dangers ; - Fournir les justificatifs du contrôle et du maintien des compétences de l'ensemble des salariés de la société SIP, notamment en ce qui concerne les consignes d'exploitation, la sécurité des installations, les premières interventions en cas d'incident/accident... ; - Préciser les modalités opérationnelles relatives aux rondes de sécurité lors des opérations de dépotage, et mettre à jour les documents d'exploitation et de sécurité en conséquence. <p>Le PMC devra être complété pour intégrer ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Zones à risques des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zones à atmosphère explosive
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées, ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Pour les zones à risque d'atmosphère explosive dues aux produits inflammables, l'exploitant définit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone 0 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment ; - zone 1 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal ; - zone 2 : emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter ou n'est que de courte durée, s'il advient qu'elle se présente néanmoins. <p>Dans ces zones, les appareils doivent être réduits au strict minimum.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés dans les zones identifiées par l'exploitant doivent être sélectionnés conformément aux catégories prévues par la directive 2014/34/UE, sauf dispositions contraires prévues dans l'étude de dangers, sur la base d'une évaluation des risques correspondante.</p> <p>Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.</p>

<p>Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.</p> <p>Les zones où sont susceptibles de s'accumuler des vapeurs explosibles (pomperie, caniveaux, point bas de cuvette, etc) sont équipées de détecteurs d'hydrocarbures avec report d'alarme au bureau de réception ou de garde, ou en salle de contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a identifié les zones à atmosphères explosives des installations sur la base du rapport de l'organisme BUREAU VERITAS N°797665/10449408 -RAP 5-V0 "Assistance à l'élaboration du Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPE) du Dépôt Pétrolier de la Marana (DPM) " du 24 janvier 2022.</p> <p>Ce document est élaboré dans le cadre du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (R.4227- 53 du Code du Travail). Ainsi, des zones ATEX de type 2 ont été définies au niveau des installations de stockage de FOD (réservoirs de stockage, cuves journalières et nourrices, évents, pompes de circulation, puisard) ainsi que de type 1 au niveau des batteries.</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion identifiées dans cette étude n'est pas disponible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le plan des zones à risques d'explosion doit être élaboré et porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/12/2024, article 7.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques-Mise à la terre- Équipotentialité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent, qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>Les transformateurs de courant électrique et les locaux électriques, lorsqu'ils sont accolés ou à proximité immédiate de zones de stockage de matières combustibles à risque d'incendie pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, sont conçus de manière à ne pas propager l'incendie vers les zones de stockages susmentionnées.</p> <p>Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.</p> <p>Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières combustibles entreposées pour éviter leur échauffement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours des 24 derniers mois, l'exploitant a fait procéder à la vérification des installations électriques de l'organisme APAVE respectivement en novembre 2023 et novembre 2024, conformément à une fréquence annuelle.</p> <p>L'inspection a examiné le dernier rapport de vérification daté du 03 décembre 2024 portant sur les contrôles effectués du 22/11/2024 au 27/11/2024. Les principales remarques sont les suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport fait état de 3 observations sur les installations relevant du domaine de la haute tension et 25 sur les installations relevant du domaine de la basse tension. - L'organisme vérificateur n'a pas eu connaissance du plan des zones à risques d'explosion (zonage ATEX), des déclarations CE de conformité et des notices des matériels installés dans ces zones ainsi que du document relatif à la protection contre le risque d'explosion (DRPE- voir remarque supra). - Dans les locaux et emplacements présentant des risques d'explosion, l'organisme vérificateur n'a pu procéder au contrôle de l'appareillage contenu dans les enveloppes de sûreté, et de la valeur de la résistance de continuité des conducteurs de protection. - Les Terre et liaisons équipotentielle des masses métalliques contenant ou véhiculant des hydrocarbures n'ont pas été vérifiées ni testées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre les actions correctives nécessaires pour répondre aux non-conformités et recommandations formulées par l'organisme vérificateur ; - Porter à la connaissance de l'organisme vérificateur des installations électriques le plan des zones à risques d'explosion, les déclarations CE de conformité et des notices des matériels installés dans ces zones ainsi que le document relatif à la protection contre le risque d'explosion ; - Fournir tout justificatif attestant de la conformité de la résistance de la continuité des liaisons équipotentielles ainsi que de la résistance des terres de l'ensemble des tuyauteries aux valeurs reprises à l'article 16-1 de l'arrêté ministériel du 12 octobre 2011.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 8 : Aménagements zones de chargement-déchargement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'arrêt d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de chargement ou de déchargement sont pourvues d'un arrêt d'urgence qui permet d'interrompre les opérations de transfert de liquides inflammables. Si le poste est équipé d'une passerelle, chaque niveau dispose d'un tel dispositif.</p> <p>Pour les postes des installations de chargement ou de déchargement par voie maritime ainsi que les postes des installations de déchargement par gravité qui ne sont pas équipés d'un tel dispositif, une procédure d'arrêt d'urgence est mise en place. Elle prévoit a minima une fermeture rapide des vannes de sectionnement ou un arrêt des pompes de transfert.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'une procédure spécifique d'arrêt d'urgence.</p> <p>Dans note d'organisation interne, section Gestion des événements extérieurs, il est toutefois précisé qu'en cas de survenue d'un tel événement, un arrêt immédiat des opérations («STOP PUMPING») doit être effectué, avec un arrêt effectif du pompage dans un délai inférieur à deux minutes après détection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En l'absence d'arrêt d'urgence, une procédure dédiée ou "STOP PUMPING" doit être mise en place. Celle-ci doit être de cinétique adaptée en vue de prévenir tout débordement ou éclatement du réseau. Cette procédure formalisée et intégrée aux documents d'exploitation et de sécurité ainsi que les justificatifs des tests de son efficacité sont transmis à l'inspection.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Enregistrement des événements dépotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Registre suivi des événements lors de dépotage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant enregistre et analyse les événements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - perte de confinement ou débordement d'une citerne ; - perte de confinement de plus de 100 litres sur une tuyauterie ; - défaillance d'un des dispositifs de sécurité mentionnés dans le présent arrêté. <p>Le registre et les analyses associées sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les informations requises par le présent article sont, le cas échéant, consignées dans le "Tableau de suivi dépassement horaire escales EDF" alors qu'une fiche événement est ouverte, telles que la note interne, la procédure de réception des navires, ou tout autre document de référence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu que les consignes d'exploitation et de sécurité précisent clairement les modalités d'enregistrement des incidents survenant lors des opérations de dépotage.</p> <p>Le registre « <i>Tableau de suivi des dépassements horaires des escales EDF</i> » doit également être adapté pour répondre aux exigences du présent article et assurer une traçabilité conforme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Tuyauteries hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/10/2011, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme d'inspection périodique des équipements comme les tuyauteries et leurs accessoires (y compris les flexibles et les bras articulés), les pompes et les rétentions ainsi que des dispositifs techniques de sécurité. Les dispositifs techniques de sécurité sont maintenus au niveau de fiabilité de conception et dans un état fonctionnement tel que défini dans des procédures écrites.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le Plan de Maintenance et de Contrôle (PMC), les tuyauteries font l'objet d'un contrôle visuel hebdomadaire réalisé par la société COMEC (membre du GIE DPM) portant sur le niveau de corrosion et l'étanchéité. Ces équipements ne sont pas identifiés au titre du PMII dans le PMC.</p> <p>L'exploitant présente les rapports de contrôles annuels en date du 16 décembre 2024 réalisés par la société SCANCAP, concernant les différentes sections de tuyauteries (dix rapports au total). Ce suivi n'est pas mentionné dans le PMC. Le rapport relatif à la ligne produit Repère N°4 comporte des remarques sur l'état de l'équipement.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les tuyauteries sont considérées comme des équipements sensibles du point de vue du risque technologique et environnemental au titre du PMII. A ce titre, l'exploitant est tenu :

- D'identifier explicitement les tuyauteries hydrocarbures comme PMII dans le PMC des installations ;
- Établir un programme et un plan d'inspection conformes aux recommandations des guides professionnels reconnus par le ministère.

L'inspection est en attente :

- Du programme et du plan d'inspection des tuyauteries ;
- Des rapports de contrôle hebdomadaires des tuyauteries réalisés par la société COMEC pour le premier trimestre 2025 ;
- Du plan d'action relatif aux remarques du rapport portant sur la ligne produit Repère N°4.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois